

Estimation des coûts d'une proposition faite en campagne électorale

Date de publication : 2019-09-29

Titre abrégé : Élimination des droits exigés pour les services de citoyenneté

Description : Élimination des droits exigés pour la citoyenneté et des frais de traitement pour les nouveaux demandeurs.

Ligne(s) d'exploitation : Autres revenus

Sources des données :	<u>Variable</u>	<u>Source</u>
	Résidents permanents (RP) (passés)	Statistique Canada
	PR (futurs)	<i>Rapport annuel au Parlement sur l'immigration, 2018</i>
	Pourcentage de résidents permanents admissibles devenus citoyens	Données demandées à Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC)
	Pourcentage de mineurs par rapport aux adultes parmi les nouveaux citoyens	Données demandées à IRCC
	Pourcentage de demandes d'attribution non accordées ou fermées	Données demandées à IRCC

Estimation et méthode de projection : Le DPB a calculé le nombre de nouveaux citoyens en multipliant les données historiques sur les nouveaux résidents permanents (RP) par le pourcentage de RP admissibles devenus citoyens en 2011-2012, c'est-à-dire l'exercice au cours duquel les exigences, les droits à payer et les délais de traitement pour la résidence permanente se rapprochaient le plus de ceux de la période de projection. Nous avons divisé les nouveaux citoyens en deux catégories, les adultes et les mineurs, en utilisant le pourcentage moyen sur 10 ans (à savoir 79 % d'adultes), puis nous avons ajusté le nombre de citoyens en utilisant le pourcentage de demandes d'attribution non accordées ou fermées (soit 2 %) pour calculer le nombre de demandes. Le DPB a projeté le nombre total de demandes en fonction du nombre de futurs RP, lequel est fondé sur les projections d'IRCC jusqu'en 2021 et sur le nombre établi pour 2021 par la suite (c'est-à-dire 350 000 RP/année).

Le DPB a multiplié les demandes présentées annuellement par des adultes et des mineurs par les frais de traitement (530 \$ pour les adultes et 100 \$ pour

les mineurs) et les droits exigés pour la citoyenneté (100 \$ pour les adultes et 0 \$ pour les mineurs) afin de calculer les recettes totales cédées.

Évaluation de
l'incertitude :

L'évaluation comporte un degré d'incertitude modéré. Bien que les données historiques soient très fiables, les données projetées présentent un caractère plus incertain, car le nombre de futurs nouveaux RP peut différer du nombre projeté pour 2021 et les taux de naturalisation futurs peuvent ne pas correspondre au taux observé en 2011-2012. Le caractère très irrégulier du nombre de demandes de citoyenneté observé d'une année à l'autre introduit également un élément d'incertitude, car les résidents permanents admissibles réagissent aux changements relatifs aux frais et aux exigences réglementaires. Le DPB s'attend à trois réactions principales : la première est que les RP admissibles qui n'avaient pas les moyens de payer les frais auparavant et qui retardaient leur demande pour cette raison pourront désormais présenter une demande; la deuxième est que les RP qui auraient présenté une demande entre l'annonce de la politique et la mise en œuvre de cette dernière pourraient reporter leur demande jusqu'à ce que les frais aient été éliminés; la troisième est que la réduction des frais pourrait provoquer une hausse structurelle à long terme du taux de naturalisation. Il n'a pas été possible de modéliser les deux premières réactions, qui pourraient donner lieu à des coûts plus élevés pour les premières années de la projection. L'évaluation de la troisième réaction a essentiellement été fondée sur le taux de naturalisation de la cohorte de citoyenneté de 2011-2012. Le DPB n'a pas été en mesure de modéliser les changements au chapitre des coûts administratifs.

Coûts de la mesure proposée

Millions de \$	2019-2020	2020-2021	2021-2022	2022-2023	2023-2024	2024-2025	2025-2026	2026-2027	2027-2028	2028-2029
Coût total	-	75	101	105	110	115	118	120	121	122

Notes :

Les estimations sont présentées selon la méthode de la comptabilité d'exercice, telles qu'elles figureraient dans le budget et les comptes publics.

Les chiffres positifs diminuent le solde budgétaire; les chiffres négatifs l'augmentent.

« - » = Le DPB ne prévoit pas de coût financier.

La proposition faite en campagne électorale entrera en vigueur le 1^{er} juillet 2020.